



Rassembler la force pour ouvrir la voie à la grève générale
Pour en finir avec Sarkozy et son gouvernement au service des capitalistes
Pour un gouvernement des travailleurs

La crise mondiale du capitalisme ne peut que s'aggraver

Les gouvernements parlent de reprise économique. D'après eux, le pire de la crise serait derrière nous. En fait, toute l'économie capitaliste mondiale est maintenue à bout de bras par l'injection de milliers de milliards d'endettements publics. Qui va payer l'addition? Pour les gouvernements bourgeois, c'est aux populations, déjà écrasées par l'explosion du chômage, la baisse des salaires réels, de passer à la caisse. Avec pour effet de réduire encore un peu plus la consommation, les échanges économiques, donc la possibilité d'écouler les productions. Cela signifie encore moins d'investissements, de nouvelles fermetures partielles ou totales d'usines.

Loin de s'investir, ces milliards nourrissent de nouvelles bulles spéculatives encore plus gigantesques que les précédentes. De là vient la hausse des bourses ou la fortune retrouvée des banques, comme Goldman Sachs dont les profits ont augmenté de 65% en un an. La BNP indique que sur un total de 3,7 milliards de revenus au 1^{er} trimestre 2009, 2,8 milliards proviennent des opérations sur les dettes publiques. Aux USA, en Europe, le protectionnisme et le patriotisme économique pointent, pour tenter de se protéger de la concurrence des autres. La conséquence inéluctable est la réduction des exportations des uns comme des autres. En même temps, les dettes des Etats, et le coût des intérêts, sont si considérables qu'à tout moment la banqueroute et la crise monétaire menacent.

Ils parlent de reprise, comme si la crise n'était qu'un accident de parcours qui ne serait bientôt plus qu'un mauvais souvenir. Ils mentent. Quelques répit courts et fragiles sont possibles, mais la crise mondiale du système capitaliste va s'aggraver inexorablement et entraîner pour la plus grande partie de la population une dégradation des conditions de vie sans précédent. D'un côté, gouvernements et patrons parlent de reprise, de l'autre ils préparent les prochains plans de licenciements et les attaques les plus dures contre les salariés, contre tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, contre la jeunesse.

Les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers refusent d'ouvrir la voie de la grève générale

En France, 30 000 chômeurs de plus en août, plus 20% en un an. Sarkozy annonce de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale, les services publics et les fonctionnaires, la retraite, de nouveaux impôts pour la population et des milliards d'exonérations supplémentaires pour les entreprises. Les dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats, prétendent que, tout en conservant le capitalisme et son gouvernement, on pourrait changer de politique, distribuer des milliards aux salariés plutôt qu'aux patrons et aux banquiers, conquérir de nouveaux droits. Qui peut croire une fable pareille ?

Ils demandent solennellement à Sarkozy d'entendre la détresse de la population, organisent des journées d'action censées entretenir la pression. Mais le gouvernement et le patronat s'en moquent et les journées d'action sont de moins en moins suivies car les salariés savent pertinemment que cela ne sert à rien. Au lieu de préparer ouvertement, en défense de toutes les revendications, la grève générale pour en finir avec Sarkozy et sa politique au service des capitalistes, les dirigeants syndicaux laissent les salariés de Goodyear, de Continental, de Molex et bien d'autres se battre seuls. Parce qu'ils acceptent de négocier sur les exigences du gouvernement et du patronat, les reculs succèdent aux reculs.

Le PS, le PCF, le PG, le NPA, LO appellent également les salariés à lutter. Mais quelle lutte, avec quel objectif ? Unifier tous les salariés dans un front commun pour renverser Sarkozy ou bien s'épuiser, les uns après les autres, dans des luttes disloquées ou dans des journées d'action à répétition ? Et peut-on attendre les élections pour espérer un changement ? Les grandes manœuvres ont commencé, pour les Régionales de 2010 avec en perspective les Présidentielles de 2012. Pour les uns, le salut passe par l'alliance avec le Modem de Bayrou, ce qui ne peut signifier que le maintien d'un programme

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

ouvertement bourgeois. Pour les autres, au contraire, il faut constituer un front plus à gauche, avec ou sans le PS. Mais en attendant, Sarkozy avance et marque des points.

Même d'un point de vue électoral, l'orientation poursuivie par les dirigeants du mouvement ouvrier ne peut que conforter Sarkozy. N'est-ce pas en Allemagne la même politique des dirigeants du mouvement ouvrier qui vient d'aboutir à la réélection d'Angela Merkel, alors que la classe ouvrière et la jeunesse allemande subissent comme en France tous les coups ?

Y-a-t-il d'autres solutions que le combat pour la grève générale, pour en finir avec Sarkozy et sa politique, pour un gouvernement des travailleurs?

Y-a-t-il une autre solution pour empêcher les licenciements, la baisse des salaires, la privatisation des services publics et les suppressions de postes de fonctionnaires, pour endiguer la pression qui s'accroît chaque jour sur ceux qui travaillent, pour en finir avec le flicage et la restriction des libertés démocratiques, que de dresser la force de tous les salariés, les jeunes, unis, contre la bourgeoisie et son gouvernement ? Y-a-t-il une autre solution pour défendre toutes les revendications que de préparer la grève générale contre Sarkozy et le gouvernement des patrons ?

Qui peut interdire les licenciements, mettre fin à la spéculation, contrôler les banques et les mettre au service des salariés, paysans et artisans, qui peut redonner du travail aux chômeurs, aux jeunes, en partageant sans baisse de salaire le travail disponible entre ceux qui en ont et ceux qui n'en ont pas ? Qui va pouvoir réorganiser toute l'économie pour produire en fonction des besoins réels et non plus en fonction du diktat du profit ? Qui peut rétablir tous les droits et acquis qui ont été détruits, les étendre ? Certainement pas Sarkozy et les patrons ni tout autre gouvernement au service des capitalistes !

Les banquiers, les patrons et leur gouvernement, pour sauver le profit, mène la population à la ruine. Y-a-t-il donc une autre solution que de combattre pour la grève générale pour en finir avec Sarkozy et son gouvernement, pour mettre en place un gouvernement constitué par les représentants de tous les salariés qui s'attaque résolument au capitalisme ?

Mais comment y parvenir ?

Comment y parvenir puisque les dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats, ne veulent pas en entendre parler ? Depuis des mois, des travailleurs, des étudiants, des militants ouvriers, qu'ils appartiennent ou non à tel ou tel syndicat ou à diverses organisations politiques, commencent à s'organiser. Tous constatent qu'on ne peut plus continuer à se battre seuls, chacun dans son coin, que les journées d'action à répétition ne servent à rien, que Sarkozy et les patrons profitent de cette situation pour annoncer chaque jour de nouvelles mesures.

A Lyon, le 1^{er} mai dernier, 200 travailleurs et jeunes manifestaient derrière une banderole du Collectif Tous Ensemble aux cris de : « A bas le capitalisme et son gouvernement, Tous ensemble, Grève Générale ». Le 17 septembre, lors de la manifestation convoquée par la Fédération CGT devant la Bourse à Paris, les métallos du Nord, avec leurs sections syndicales, décident d'envahir le Palais Brognard aux cris de « Tous Ensemble, Grève Générale », plantant là le responsable fédéral de la CGT avec ses discours sur la réindustrialisation qu'il s'agirait d'obtenir de Sarkozy !

Dans ces rassemblements, collectifs, comités qui se constituent, dans les syndicats, la discussion se mène : comment surmonter les obstacles, s'agit-il de rejeter les syndicats et les partis ouvriers ou bien plutôt de s'organiser pour imposer à leurs dirigeants de marcher avec nous. Faut-il courir d'une lutte à l'autre ou bien dresser ceux qui luttent avec ceux qui ne luttent pas, faute de perspective, pour submerger la résistance des appareils bureaucratiques ?

En respectant la démocratie ouvrière, en écoutant les uns comme les autres, il faut rassembler, unifier dans une seule force au plan national ces mille et une forces qui s'organisent, qui cherchent à ouvrir la voie au Tous Ensemble, à la Grève Générale pour en finir avec le gouvernement des patrons et des banquiers.

Sur ces objectifs, construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire

Dans ce combat doit se construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire, avec tous ceux qui se battent pour ouvrir la voie à la Grève Générale victorieuse, au renversement de Sarkozy, à un gouvernement des travailleurs qui s'attaque au capitalisme pour répondre aux revendications et aux besoins de plus en plus pressants de la population. La bourgeoisie est organisée. Elle est déterminée et elle se prépare car la crise la pousse inexorablement aux affrontements les plus durs. Pour se défendre, le prolétariat et la jeunesse ont besoin d'une organisation tout aussi déterminée.

Le CCI(T) n'est qu'un des éléments de la construction de ce parti. Il appelle tous ceux qui sont d'accord avec ces objectifs à ouvrir la discussion la plus large, à travailler ensemble pour construire cet outil qui manque à la classe ouvrière et la jeunesse pour vaincre.